

Le 9 novembre 1932, il y a 84 ans, l'armée suisse tire sans sommation contre des manifestants protestant contre la tenue d'un meeting fasciste, treize personnes sont tuées sur la plaine de Plainpalais.  
Nous avons un devoir de mémoire.

# se souvenir et agir

## mercredi 9 novembre 2016

près de la Pierre sur la Plaine de Plainpalais  
vers le Carrefour des 23-Cantons

### **17h45 rassemblement**

**18h00** allumage de la lanterne de la Mémoire,  
allocutions

**18h34 hommage** par citation des treize victimes  
ensuite convivialités avec une soupe



9 novembre 1932 – 9 novembre 2016 : quatre-vingt-quatre ans séparent ces deux dates, soit l'âge de nos parents ou celui de nos grands-parents selon la génération que nous représentons.

Pour les personnes nées après la Seconde Guerre mondiale, soit après la crise de 1929, la misère et la suprématie des partis nationalistes, ce qui s'est déroulé en 1932 devait être un événement du passé ancré dans les livres d'histoires. Pour les enfants et les petits enfants des trente glorieuses, un nouveau 9 novembre en Suisse relevait de la science-fiction.

Quatre-vingt-quatre ans plus tard, les crises, notamment financières et du travail, sont de retour, doublées d'une crise migratoire.

Le projet de société post guerre - avec la Déclaration de Philadelphie - dans lequel nous avons placé nos espoirs, est démonté pièce par pièce sur le plan national par

Communauté genevoise d'action  
syndicale  
Parti du travail  
Parti socialiste genevois  
solidarités  
Les Verts, parti écologiste genevois  
Groupe pour une Suisse sans armée

l'émergence **des partis nationalistes souverainistes qui ont choisi pour objectif le moins d'Etat, soit la destruction des règles de régulation et des solidarités intergénérationnelles** au prétendu avantage de l'individu consommateur.

Les attaques contre l'Etat, les Etats, sont également portées sur le plan international au travers de projets d'accords commerciaux; les différends qui surgiront entre ces Etats et les entreprises seraient traités par des tribunaux privés, arbitraires, loin de toutes instances démocratiquement élues, et en dépit des décisions prises souverainement par les Nations.

Ces accords se nomment **CETA, TISA et TTIP**. Tout ce négocie loin des yeux des peuples concernés, pour favoriser une économie hors sol et nomade, qui se servira des Etats et de leurs résidents comme d'un substrat nourricier du capital: le profit est érigé en but ultime auquel l'humanité devrait se soumettre.

Dans notre société, **les milieux économiques et les partis souverainistes revendiquent la défiscalisation des entreprises et du capital**; ils veulent se soustraire à toutes contributions financières aux collectivités publiques, ils veulent faire reposer l'avenir de l'Etat et sa capacité à assumer son rôle social que sur les épaules des travailleuses et travailleurs.

Le 9 novembre 1932, bien que connaissant déjà la peur de la perte d'emploi, la foule s'était réunie massivement pour combattre un parti qui promettait un Etat qui ne subviendrait plus aux besoins sociaux de TOUT ses habitants; pour combattre l'exclusion et le racisme. C'est dans cette foule que sont tombées les victimes du 9 novembre - sous les yeux des notables spectateurs (?) - et non pas dans les élites des partis souverainistes ni celles de la finance...

**Le 9 novembre est plus qu'un devoir de mémoire, c'est le phare qui rappelle le danger à notre société** crispée dans l'angoisse croissante du chômage et de la déqualification, ou de la perte d'un confort tout relatif, dans des crises économiques répétitives dont elle ne voit plus la fin.

Tant que l'esprit du 9 novembre est vivant, le phare est maintenu.

**Rendez-vous le 9 pour transmettre le flambeau à la nouvelle génération**

<http://www.cgas.ch/9novembre/?lang=fr>

# Répression et restrictions abusives des libertés citoyennes

## **Big Brother ne passera pas par nous ! Préservez nos libertés !**

Qu'on se le dise : voilà plusieurs mois que nos libertés sont mises à mal par nos autorités. Recours à l'armée pour des missions de maintien de l'ordre ; militarisation des forces de polices ; renforcement des prérogatives des services de renseignements de la Confédération (SRC) ; durcissement de la loi sur l'asile. Nombreux sont les signes qui montrent le virage sécuritaire qu'ont pris tant les gouvernements cantonaux que le Conseil fédéral. La Suisse se referme sur elle-même, comme aux heures les plus sombres de l'histoire. A aucun moment, nous ne semblons avoir appris de nos erreurs.

Depuis le 25 septembre dernier et malgré l'ampleur du scandale des fiches, la Suisse a, à nouveau, cédé à la tentation de l'hypersurveillance. Selon Edward Snowden, « la définition d'un Etat policier, c'est qu'il place la sécurité au dessus de toute autre considération. » C'est clairement ce choix-là fait nos autorités.

Lorsqu'il s'agit de sécurité, nos autorités font preuve d'un archaïsme inquiétant qui démontre leur méconnaissance crasse des enjeux réels de la sécurité. Dès à présent, l'utilisation des chevaux de Troie permet d'espionner les ordinateurs de citoyen-n-e-s, mais à quelles fins ? Pour lutter contre le terrorisme ? Pour contrôler l'activité politique ou associative de chacun !

Le contexte international tendu de ces derniers mois, notamment après les attentats de Paris et de Bruxelles, a contribué à renforcer auprès des élites dirigeantes européennes l'idée selon laquelle le durcissement des législations

en matière de sécurité et la mise entre parenthèse des valeurs fondamentales de l'Etat de droit serait parfaitement acceptable. Or, il n'en est rien. Les libertés fondamentales sont le socle de notre démocratie. Nous ne pouvons pas accepter de les brader.

Face à de nouvelles menaces, nous devons proposer de nouvelles solutions : ce n'est pas en surveillant massivement la population que l'on trouvera plus facilement des filières dangereuses pour les personnes ou la société, terroristes ou pédophiles; mais il en sera fabriquer d'autres de toutes pièces ! L'incrimination cessera d'être basée sur des faits et l'intrusion sera préventive. Le profilage des gens à travers le Big Data deviendra la norme : chacun sera systématiquement et arbitrairement catégorisé. Est-ce réellement ce que nous voulons ?

A l'ère du tout électronique, il est indispensable de protéger l'intégrité numérique des citoyennes et des citoyens, au même titre que leur intégrité physique et psychique.

Améliorer la sécurité, ce n'est donc pas étendre les prérogatives de la police et des Services de renseignements de la Confédération. Améliorer la sécurité, c'est garantir la stabilité des infrastructures démocratiques pour permettre à chacun et à chacune d'évoluer en toute liberté. **Améliorer la sécurité, c'est avant tout travailler au bien-être commun**, main dans la main dans un même élan de solidarité, afin de créer une société meilleure basée sur la confiance et la coopération.

Au demeurant et dans cette attente, nous exigeons :

- **des responsables hiérarchiques** qu'ils jugulent dans les forces de l'ordre ces quelques assermentés qui inutilement chicanent, intimident ou humilient certains membres des populations les plus fragiles ;
- **des responsables politiques** qu'ils cessent d'inventer des lois ou des règlements entravant un vivre ensemble intelligent !

Les 13 victimes de la tuerie du 9 novembre 1932 :  
**Henri Fürst**, 38 ans, mécanicien, président du Parti communiste genevois (le premier à avoir été abattu) - **Francis Clerc**, 54 ans, fraiseur (dont le fils faisait partie des recrues venues de Lausanne) - **Edouard Quillet**, 34 ans, employé à l'Armée du Salut - **Edmond Junod**, 29 ans, mécanicien - **Jean-Pierre Larderaz**, 23 ans, employé de commerce - **Emile Henry**, 55 ans, batelier - **Gabriel Loup**, 57 ans, patron boulanger - **Oscar Maurer**, 25 ans, employé de banque (tué alors qu'il sortait des cours du soir) - **Emile Guignet**, 27 ans - **Melchior Allemann**, 31 ans, employé d'hôtel, militant socialiste - **Hans Brugger**, 28 ans - **Alphonse Kolly**, 41 ans - **Marius Rattaz**, 36 ans, régent principal à Chêne-Bourg, mort le 14 novembre des suites de ses blessures.

## Brève chronologie pour 1932

La Suisse compte 4 millions d'habitants et 54'000 chômeurs. A Genève, 178'374 habitants, 93'249 sont actifs et 29'514 sont assurées contre le chômage. Plus de 8'000 personnes sont au chômage, dont 1410 seulement reçoivent des secours des caisses d'assurance chômage.

**Février** - Lors de la Conférence pour le désarmement à Genève le Conseil d'Etat fait appel à l'armée, des mitrailleuses sont montées sur des camions des travaux publics.

**Juin** - La fusion de l'Ordre politique national (OPN, parti fasciste) et de l'Union de défense économique (UDE, issue des milieux patronaux) crée l'Union nationale (UN).

**5 novembre** apparition sur les murs de la ville de l'affiche annonçant la « Mise en accusation publique des sieurs Nicole et Dicker » pour le mercredi 9 novembre à 20h30 dans la salle communale de Plainpalais.

**6 novembre** - Le Parti socialiste demande l'interdiction de l'assemblée de l'Union nationale.

**7 novembre** - Réponse négative du Conseil administratif de la Ville de Genève.

**8 novembre** - Réponse négative du Conseil d'Etat genevois. L'assemblée générale du Parti socialiste décide d'une contre-manifestation pour le lendemain.

**9 novembre 17h30** Arrivée à Genève des 610 soldats envoyés par le Département militaire fédéral à la demande du Conseil d'Etat genevois du même jour.

**19h10** Arrivée des premiers contre-manifestants.

**20h30** Début du meeting de l'Union nationale.

**21h15** La 1ère compagnie, soit 108 hommes, se déplace du boulevard du Pont-d'Arve vers la rue de Carouge, elle traverse la foule de la queue de la contre-manifestation de la gauche, 18 soldats sont désarmés.

**21h34** La troupe est rassemblée dos au mur du Palais des expositions et, sur le commandement du Major Perret, ouvre le feu : **150 coups sont tirés provoquant la mort de 13 personnes et en blessant 65.**